

Que faire de la candidature de Jean-Luc Mélenchon ?



7 mai 2026

[Hugo Pompougnac](#)

[Gauche, Mouvement Social](#)

Shares

Jean-Luc Mélenchon a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle ce dimanche 3 mai. À cette occasion, il a retrouvé le ton des épopées présidentielles, plus rond, plus souriant, presque amusé de se retrouver là à nouveau. **Le contenu n'a surpris personne : on retrouve le même programme de refondation démocratique et de réformes antilibérales, la même conviction que l'extrême-droite peut être vaincue, le même appel aux gens ordinaires pour l'emporter.**

Légère variation par rapport à 2022, la "nouvelle France" vient remplacer la "créolisation" pour décrire le processus d'hybridation et de renouvellement qui caractérise les sociétés modernes. **Ce propos est utile, parce qu'il permet de montrer que le projet politique du Rassemblement National est de l'ordre de l'irrationnel, du fantasme morbide. La vie sociale se transforme en permanence. Ce n'est pas un positionnement partisan, mais un fait matériel.** Des choses apparaissent, d'autres disparaissent. Tenter de figer le pays ou de le ramener à ce qu'il fut plusieurs décennies en arrière est dérisoire.

En tant que marxistes, il nous faut aussi noter que la lutte des classes elle-même change beaucoup, notamment dans les centres impériaux comme la France. Le secteur de la logistique, par exemple, est considérablement plus central qu'il ne le fut. Cela tient à la restructuration des chaînes de valeur sous l'action croisée de la contre-révolution néolibérale et de la révolution numérique qui, ensemble, ont donné naissance au capitalisme dit "de plateforme". Nous reparlerons bientôt de ces sujets.

En dynamique à gauche

Peu après son entretien télévisé, Mélenchon détaillait sa stratégie sur le média en ligne *Brut*. Il semble avoir été très suivi. En parallèle, son appel au “parrainage citoyen” atteignait rapidement les 150 000 signatures visées. À l’heure où sont écrites ces lignes, il en a rassemblé 237 000. **La FI peut visiblement s’appuyer sur une base sociale compacte et déterminée, analogue à celle des précédentes campagnes présidentielles : classes populaires des grandes villes et de leur périphérie, intellectuels pauvres (étudiant·es et diplômé·es déclassé·es).** Depuis cinq ans et malgré ses limites et points aveugles, Mélenchon a su consolider ce bloc social, obtenir sa confiance et son enthousiasme, en refusant systématiquement de se coucher devant les feux de la propagande bourgeoise, quand la plupart des autres dirigeants de gauche se montraient plus conciliants.

Naturellement, il a aussi hérissé les catégories plus aisées. Pour autant, ceux qui ont passé les dernières années à annoncer son isolement se retrouvent ridicules. Que s’est-il passé ? **En réalité, les chiens de garde, bien malgré eux, se sont retrouvés à travailler pour la gauche radicale : pendant qu’ils l’injuriaient et la diffamaient, ils en diffusaient les thèses à une échelle qu’aucune organisation militante ne peut atteindre.** Il faut bien méditer ce fait : beaucoup de gens vivent loin de la politique. Il y a la télévision qui tourne en fond dans le salon, mais on ne s’intéresse quasiment jamais à ce qui se dit, en-dehors de périodes très particulières (élection présidentielle, crise politique ou sociale particulièrement marquée). Pour qu’une information atteigne ces familles, il faut vraiment qu’elle soit aboyée en boucle. Justement, *CNews*, *BFMTV* et leurs amis s’en sont chargés.

Dans chaque foyer, désormais, on sait qu’il existe un homme politique qui s’oppose au génocide du peuple palestinien, qui propose de s’en prendre aux riches et qui ne respecte pas les règles de la politique bourgeoise. Celles et ceux qui, sans être des militant·es chevronné·es, s’impliquent dans les luttes sociales ou rêvent de changer le monde dans le sens de la justice sociale, s’engagent donc spontanément en faveur du bonhomme. En fait, dans le contexte d’incertitudes liées à l’avenir et de crise sociale longue que nous traversons, ces préoccupations sont de plus en plus importantes dans les couches progressistes du pays. La politique de la FI est donc très efficace pour les agréger, et le système médiatique en roue libre se charge de la faire connaître. **C’est ainsi que se produit un fait dialectique déjà éprouvé par les communistes durant la guerre froide : le clivage est précisément ce qui permet à Mélenchon de rassembler.**

Au même moment, les autres familles politiques hésitent et se fracturent, comme suspendues au-dessus du vide. C’est particulièrement vrai des organisations qui orbitent autour du parti socialiste et du parti écologiste. Il y a un an, il leur semblait encore pouvoir prendre un “trou de souris” pour se retrouver en tête de la gauche. Mais il est de plus en plus clair, au fur et à mesure que le grand nombre s’empare du débat, que les CSP+ sur lesquels ils s’appuient ne forment pas une base sociale suffisamment déterminée et organisée pour jouer un rôle décisif. Nous annonçons déjà [ce phénomène](#) avant l’été.

Le plus probable est maintenant que cet attelage se défasse, les uns finissant dans les bras des partis et candidats libéraux, et les autres, avec la gauche radicale. Il y a un an, ils juraient : “plus jamais Mélenchon !”. Aujourd’hui, ils hésitent. Dans un an, si la pression est suffisamment forte, ils se seront complètement retournés. Voilà pourquoi les sondages à deux ans d’un scrutin sont parfaitement inutiles : ils imaginent ce que serait le résultat de

l'élection en-dehors de son contexte réel, en-dehors de l'action réciproque des classes et des fractions de classe les unes sur les autres. Autant dire, dans le vide !

La politique des communistes

De leur côté, les communistes ont toutes les raisons d'être enthousiastes. La dynamique autour de Mélenchon met en mouvement des centaines de milliers de gens, et sans doute bientôt des millions. Tous ces gens, lorsqu'ils commencent à se politiser, ont l'impression que le programme insoumis est le *nec plus ultra* de la transformation sociale, mais au fur et à mesure qu'ils éprouveront leur force et prendront de l'expérience, ils en voudront davantage, plus radical, mieux organisé, plus *rouge*. C'est justement aux communistes de leur faire franchir le cap ! Renégociation des traités inégaux impliquant l'impérialisme français, prise de pouvoir populaire à tous les niveaux de l'appareil d'État (y compris, comme le dit Bernard Friot, prise de pouvoir *sur le travail dans l'État*), généralisation de la sécurité sociale, expropriation du capital bancaire et industriel... Tous ces mots d'ordre, peu audibles dans la vie ordinaire du pays, peuvent devenir centraux lorsqu'un mouvement social massif s'empare du pays ou qu'une élection nationale est dominée par la gauche radicale.

Cette perspective suppose de marcher aux côtés de ces populations, au lieu de chercher à les affronter ; donc, de s'associer à la France Insoumise et à Mélenchon tout en déployant un programme plus exigeant et plus combatif. L'objectif est d'autant plus crédible que la FI nous propose de constituer une "alliance populaire". De fait, un tel choix stratégique permettrait aux communistes :

- 1- D'être **partie prenante de la bataille populaire** qui se livre contre l'extrême-droite et les partis libéraux ;
- 2- De **retrouver la crédibilité nationale** que les outrances de Fabien Roussel ont fragilisé ;
- 3- De **remettre des propositions véritablement communistes dans le débat public**, au lieu d'apparaître simplement sur des polémiques stériles ;
- 4- De **renforcer le parti auprès de ces centaines de milliers de gens**, non simplement en mots mais dans le monde réel, en proposant à celles et ceux qui le souhaitent de prendre leur carte et de mener la campagne unitaire avec nous ;
- 5- De construire **un accord liant l'élection présidentielle et les élections législatives** au lieu d'aller à l'élection sans accord ou avec un accord défavorable, comme en 2017 et 2022.

Nous détaillons cette stratégie dans notre texte-manifeste "[Nous voulons le communisme partout](#)". Dans l'immédiat, pour le congrès du PCF, nous appuyons le texte d'orientation "[Communistes à l'offensive](#)". Ce dernier revendique une démarche unitaire face à la menace RN, mais ne propose pas directement l'alliance avec la FI. Il est d'ailleurs cosigné par beaucoup de camarades qui ont des opinions stratégiques différentes. Pour nous, c'est une première étape, visant à faire reculer la ligne politique sectaire des précédents congrès. Pour le reste, le débat des communistes prendra de l'importance tout au long de l'année qui vient, lors du congrès et ensuite. Nous exposons notre stratégie dans [ce communiqué](#). Il faut d'ailleurs noter que l'évidence percole dans le corps militant. Ainsi, nous observons que le texte "[Stratégie communiste](#)", bien qu'il parte d'autres prémisses, pose ouvertement la possibilité d'un désistement du candidat PCF pour la présidentielle. Nous

saluons cette évolution. De fait, pour un parti communiste, les exigences de la lutte des classes doivent toujours passer avant les opérations de com'.

Objectif : basculement révolutionnaire

Dans le cadre de cette coalition avec la France Insoumise, nous aurons à déployer un discours différent de celui de nos alliés sur la question de l'électoralisme. Oui, remporter les élections, ou faire un bon score, est un élément du rapport de forces ; mais ce n'est pas le seul. Même quand on l'emporte, les destins croisés de Chavez (qui a su faire face à un coup d'état) et Tsipras (qui, comme le raconte Varoufakis, aurait reculé suite à des menaces de coup d'état) montrent qu'il faut être prêt à l'épreuve de force. De fait, la lutte pour le pouvoir articule séquences électorales, recours à la *grève politique* (c'est-à-dire visant à briser la résistance de la bourgeoisie dans son ensemble au-delà d'un capitaliste individuel) et mobilisations de rue menant parfois à l'affrontement. Les développements récents de la lutte des classes en France, des Gilets Jaunes à Sainte-Soline, du mouvement des retraites à Nahel, ont déjà mis ces questions à l'ordre du jour. Il est temps d'avancer.

En un mot, notre objectif, dans ce contexte, doit être de déborder la dynamique électorale, de faire basculer la mobilisation pour des réformes dans une véritable lutte révolutionnaire. Il ne s'agit plus seulement d'améliorer l'ordinaire, mais de chasser la bourgeoisie du pouvoir politique et d'en finir avec la propriété privée des moyens de production. De tels objectifs sont évidemment inaccessibles à de petites candidatures de témoignage. Elles requièrent d'être en prise avec le mouvement populaire dans sa masse, avec les millions de gens qui se politisent et s'emparent du bulletin de vote Mélenchon lors de l'élection présidentielle, pour les pousser à aller plus loin.

Elle requièrent aussi de se préparer au choc. **Dans l'hypothèse où la gauche radicale remporterait l'élection présidentielle, ou se retrouverait (à l'issue des législatives) à la tête d'une coalition de gauche à même de gouverner, la finance internationale se jetterait à la gorge du pays.** Dans cette hypothèse, notre capacité de combat au plan intérieur serait décisive, ce qui demande des mots d'ordre combatifs et un haut niveau d'organisation ; mais insuffisante, car suspendue au niveau de solidarité et de coordination avec les autres peuples du monde. La bourgeoisie française, en effet, est organisée à l'échelle internationale. Pour la vaincre, il faut également se coaliser à l'échelle internationale, ce qui implique de déployer un programme authentiquement anti-impérialiste, allant bien au-delà des idées exposées dans le programme de Mélenchon.

En tout état de cause, réfléchir aux moyens d'accomplir le basculement révolutionnaire ne peut se faire sans changer de perspective sur les choses, sans rompre avec les habitudes militantes. D'un point de vue matérialiste, cette politique offensive est rendue possible par le fait que l'agression anti-sociale permanente que nous subissons depuis le début du 21^e siècle n'a cessé de creuser l'antagonisme entre prolétariat et bourgeoisie, jusqu'à anéantir les espaces de "dialogue social" qui rendaient le pays gouvernable. La réforme des retraites, en 2023, [a été la goutte d'eau](#). C'est pourquoi nous disons que nous sommes entrés dans "[l'ère des révolutions](#)". La crise devra trouver une solution, soit en avançant vers la révolution sociale, soit en régressant vers la barbarie.

La menace de l'extrême-droite

La régression vers la barbarie, dans ce contexte, serait une victoire électorale du Rassemblement National. Dans les 20 dernières années, les partis libéraux ont déjà profondément fracturé les libertés publiques et normalisé les politiques racistes. Le clan Le Pen n'aurait donc aucune difficulté à intensifier l'utilisation de ces mécanismes institutionnels, judiciaires, policiers et médiatiques pour mener une purge à l'échelle du pays tout entier.

Comment les vaincre ? Faut-il faire des “fronts républicains” sans rivage, avec ceux-là mêmes qui portent le RN au pouvoir et qui entendent intensifier les politiques anti-sociales ? Faut-il essayer de faire peur aux gens, évoquer les mânes des chemises brunes pour obtenir d'eux qu'ils votent comme on voudrait qu'ils le fassent ? Faut-il lancer une pseudo-candidature “unitaire” de plus ? Non, bien sûr. Rien de tout cela n'est efficace. Commençons par analyser les racines économiques et sociales du vote frontiste.

Dans les territoires et les secteurs où l'on ne croit plus au progrès social, que ce soit en raison des renoncements sociaux-libéraux de la gauche ou de la violence des politiques de la bourgeoisie (délocalisations, etc.), certaines franges du prolétariat espèrent s'en sortir en affrontant d'autres prolétaires. Ce faisant, elles se placent sous le *leadership* du petit patronat, dont les traditions racistes, le mépris pour les “cassos” et l'attachement à l'ordre social pèsent lourd dans le débat public. Suivant les milieux et les traditions politiques, ce *leadership* peut être plus ou moins radicalisé (l'empreinte pied-noir sur les villes de la Côte d'Azur explique notamment leur plus grande perméabilité aux idées de droite radicale), mais il se ramène toujours au même point : le Rassemblement National prospère sur le désespoir et l'absence de perspectives politiques. Dès lors, escamoter la gauche radicale serait le moyen le plus efficace pour doper l'extrême-droite et jeter d'autres catégories de la population dans ses bras.

La révolution est le seul moyen de vaincre la guerre et le fascisme, d'en finir avec le pourrissement social auquel il s'alimente. Chacun le sait, le sent. Les conséquences stratégiques de ce fait sont fort simples, dans les mouvements sociaux, dans la bataille des idées, et donc aussi dans les confrontations électorales : modérer le propos désarme et décourage. C'est l'inverse qu'il faut faire, d'où l'importance du rassemblement de la gauche sous leadership radical. À gauche toute !

Image d'illustration : « Group Meeting 10-07-2024 », photographie du 10 juillet 2024 par [The Left \(CC BY-NC-SA 2.0\)](#)